

**ACTION
PRATICIENS
HÔPITAL**



Communiqué Action Praticiens Hôpital - Jeunes Médecins du 13 décembre 2021

CRISE DES « RESSOURCES HUMAINES » À L'HÔPITAL PUBLIC : LE MINISTÈRE ANNULE EN DERNIÈRE MINUTE ET REPORTE SINE DIE UNE (ou LES ?) RÉUNION(S) SUR INTÉRIM ET ATTRACTIVITÉ DES CARRIÈRES MÉDICALES HOSPITALIÈRES

Quelle n'a pas été la surprise du conseil d'administration d'Action Praticiens Hôpital, union des intersyndicales Avenir Hospitalier et Confédération des Praticiens des Hôpitaux, et de Jeunes Médecins que d'apprendre par un message laconique ce vendredi soir l'annulation d'une réunion mensuelle prévue de longue date sur les solutions à l'intérim médical et son report sine die.

« Bonjour,

*Nous vous indiquons que la visioconférence réunion mensuelle
"intérim médical" du mardi 14 décembre 2021 à 14h30 est **annulée et sera
reportée ultérieurement.***

Nous vous remercions de votre attention.

Cordialement. »

Franchement, ça tombe mal. L'absence d'anticipation et de cohérence des décisionnaires commence à suffire ! Faute de professionnels, une nouvelle épidémie se répand dans toute la France : celle de la fermeture de services hospitaliers. Après les urgences, les Smur et les SAMU, c'est au tour de services qui traitent des maladies urgentes comme les infarctus, les AVC... et parfois même des services de référence prestigieux de fermer à leur tour. la psychiatrie. Pour les réanimations, la règle est déjà depuis quelque mois celle de l'amputation par la fermeture partielle de quelques lits dans de nombreux services ; la psychiatrie, encore davantage sollicitée depuis le début de la crise sanitaire, se retrouve dans la même situation : ne plus garantir l'accès aux soins pour ceux qui en a besoin.

Ça tombe mal, car un nouvel effort vient d'être demandé par les tutelles aux soignants face à la déferlante 5^{ème} vague qui annule tout espoir de répit ou de tranquillité pour les fêtes de Noël : l'activation ou la réactivation des plans blancs gagne tout le territoire, assignant les professionnels de santé à rester disponibles en permanence, pour une durée indéterminée.

Ça tombe mal, parce qu'un DGS-Urgent vient d'exiger des soignants de faire *tout pour le COVID* (la dernière fois, *c'était tout pour les urgences*), tout en faisant attention à faire aussi *tout pour le non-COVID sans perte de chance*, et *tout pour la santé mentale de nos concitoyens*, mais bien sûr en faisant *tout pour que les professionnels de santé aillent bien*. Enième injonction paradoxale donnée à un système qui n'est plus sous tension mais au bord du collapsus pour tenter de donner le change et sauver la face. Tout cela sans donner le moindre espoir aux professionnels de santé : ni mesures d'urgence, ni perspectives à long terme.

Ça tombe mal. Il paraît qu'il y a des échéances électorales présidentielles. Il paraît que la santé est le deuxième sujet de préoccupation des Français, juste après le pouvoir d'achat. Il paraît qu'il y a une crise sanitaire. Et qu'apprend-on ? Que les locataires de la DGOS sont en train de faire leurs cartons, que les textes défavorables pour les PH - que nous avons pourtant refusés de cautionner - passeront en force, que le plus que probable candidat Emmanuel Macron n'a pas de programme pour la Santé !!!

Le système de santé est à bout de souffle. Il attend plus que des mesures cosmétiques type Ségur. Ce n'est pas « une seule mesure » qui corrigera la pénurie de PH et de soignants à l'hôpital mais un véritable projet de santé.

Heureusement, les sénateurs, élus de la Nation, connectés, eux, avec le terrain, ont répondu positivement à la sollicitation d'APH : réaliser une commission d'enquête sur la situation de l'hôpital public. Les auditions d'ouverture de cette commission d'enquête, et notamment celles d'Action Praticiens Hôpital, ont créé un séisme médiatique.

Est-ce pour cela que les tutelles ont annulé des réunions qui auraient pu être constructives ?

La santé, l'hôpital public, les soignants et les praticiens ne peuvent se satisfaire d'un « courage, fuyons » des tutelles ni d'un stand-by jusqu'à mai 2022. La santé fait partie des deux domaines qui compteront le vote à l'élection présidentielle pour nos concitoyens, patients et futurs patients. Ni eux, ni les professionnels de santé ne méritent cet abandon et ce déni.

Action Praticiens Hôpital & Jeunes Médecins exigent la reprise en urgence de discussions avec les tutelles sur l'attractivité des carrières médicales hospitalières dans un contexte de dialogue social enfin constructif.

Jean-François Cibien
Président AH
Président APH
06 07 19 79 83

Carole Poupon
Présidente CPH
Vice-présidente APH
06 76 36 56 67

Emanuel Loeb
Président JM
06 50 93 64 60

Yves Rébufat
Président exécutif AH
06 86 87 62 76

Richard Torrielli
Représentant adhérents directs
Avenir Hospitalier

Eric Guiheuneuf
Vice-Président des
Biologistes Médicaux

Anne Wernet
Présidente du SNPHARE

Yves Hatchuel
Président du SMH

Anne David-Bréard
Présidente du SNGC

François Braun
Président de SUdF

Salem Ould-Zein
Président du SNPADHUE

Marie-José Cortès
Présidente SPH

Jacques Yguel
Président SPHP

Delphine Glachant
Présidente USP

Xavier Palette
Vice-Président SNBH

Jean-Marie Leleu
Président FNAP

Pascale Le Pors
Vice-Présidente SYNGOF

Emmanuel Cixous
Président du SNPEH

Abdelkrim Benchikh-El-Fegoun
Vice-président du SMH
Délégué AH Outre-Mer

Florence Compagnon
Présidente SNPGRH